



Direction générale des Services techniques  
Direction Voirie - Espaces Publics

Objet : **RUE GAMBETTA - Destination temporaire - Déménagement avec monte meuble**

LE MAIRE DE LA VILLE D'ARLES

VU

- La loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative et aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,  
- le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L 2212.1 et suivants concernant les pouvoirs de Police du Maire,  
- l'Article R.610-5 du Code Pénal,  
- les Articles R110-2, R311-1, R.325-12 à R.325-46, R.411-25, R.417-1, R.417-10 à R.417-13, R.432-1, L.325-1 à L.325-13 du Code de la Route,  
l'Article L.241-3-2 du code de l'action sociale et des familles  
- l'Arrêté Général de Circulation, n°17VET028, en date du 4 juillet 2017, réglementant la circulation et le stationnement sur la Ville d'Arles

- Considérant la requête de IMOVE DEMENAGEMENTS, adressée par courrier en date du 19 janvier 2024 par laquelle elle sollicite l'autorisation d'organiser le déménagement le **VENDREDI 2 FÉVRIER 2024** ,  
- Considérant la nécessité pour le Maire d'assurer la sécurité, le bon ordre public, sur l'ensemble de la Commune.

### ARRÊTE

ARTICLE 1 : La circulation de tous les véhicules sera réduite à une seule voie : (sous la règle de l'alternat manuel ou par feux à la charge du pétitionnaire)

- **RUE GAMBETTA pour un déménagement au droit du 21**  
**Le 02/02/2024 de 09:00:00 à 11:00:00 et de 14:00:00 à 16:00:00**

ARTICLE 2 : Conformément à la délibération Del\_2023\_0269 du 24/11/2023, cette intervention est soumise à redevance

ARTICLE 3 : La circulation des piétons doit s'effectuer sur le côté opposé: au droit du monte meuble  
- **RUE GAMBETTA pour un déménagement au droit du 21**

ARTICLE 4 : Les panneaux relatifs au stationnement seront fournis et mis en place 48 H avant la date d'interdiction de stationner par l'entreprise IMOVE DEMENAGEMENTS.

ARTICLE 5 : La pré-signalisation, la signalisation de position et les mesures de protection du déménagement nécessaires à la bonne exécution du présent arrêté seront fournies, mises en place et maintenues en état par l'entreprise IMOVE DEMENAGEMENTS.

L'ensemble de ces dispositions devra être conforme aux réglementations en vigueur et aux éventuelles prescriptions particulières.

ARTICLE 6 : En tout état de cause, la continuité du cheminement piétons protégé de la circulation d'une largeur de 1,40 m minimum, devra être maintenue.

ARTICLE 7 : L'entreprise évitera toute activité hors de l'emprise du déménagement.

ARTICLE 8 : Le pétitionnaire prendra toutes dispositions nécessaires pour permettre aux riverains et à leurs fournisseurs d'accéder aux habitations.

ARTICLE 9 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'État et de sa publication et/ou notification. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans les mêmes conditions de délai. Le tribunal administratif peut être saisi de manière dématérialisée par le biais de l'application « télerecours citoyen » accessible depuis le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

ARTICLE 10 : L'entreprise IMOVE DEMENAGEMENTS demeurera entièrement responsable des accidents de nature quelconque qui pourraient survenir du fait de l'exécution du déménagement ou être la conséquence d'un défaut ou d'une insuffisance de signalisation ou de protection du déménagement.

ARTICLE 11 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 12 : Madame la Directrice Générale des Services, M. le Commissaire Divisionnaire, M. le Chef de la Police Municipale sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui n'entrera en vigueur qu'après la mise en place de la signalisation réglementaire.

ARTICLE 13 : L'ampliation du présent arrêté sera notifiée à IMOVE DEMENAGEMENTS

Arles, le 22 janvier 2024

Le Maire d'Arles

Patrick de Carolis

